

ACTIONS ET GRÈVES en MAI à la DGFIP

La volonté du gouvernement de dynamiter le statut général des fonctionnaires, les prochaines annonces qui seront faites dans le cadre de « CAP 22 », l'absence de plan ministériel de qualification et plus largement les restrictions budgétaires annoncent une accélération de la dégradation générale et ce, qu'il s'agisse de rémunération, de promotion interne, de missions, des emplois ou des conditions de travail.

**Tous les agents des finances publiques,
quels que soient leur service et leur grade sont et seront
concernés !**

Après une journée du 22 mars réussie avec près de 40 % de grévistes à la DGFIP et des dizaines d'actions locales en avril, l'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, CGT Finances Publiques, FO DGFIP et CFDT Finances Publiques appelle l'ensemble des agents à participer aux actions nationales et locales organisées en ce mois de mai :

3 mai 2018	<i>Journée « DGFIP morte » avec appel à la grève intersyndicale DGFIP</i>
15 mai 2018	<i>« Temps fort » (tracts au public, expressions vers presse et les élus) pour la défense du réseau à l'occasion de l'échéance</i>
17 mai 2018	<i>« Temps fort » (tracts au public, expressions vers presse et les élus) sur les missions et les emplois</i>
22 mai 2018	<i>Grève nationale intersyndicale DGFIP lors de la journée Fonction Publique</i>

Pour l'intérêt général, les citoyens, le service public et les agents agissons toutes et tous ensemble en ce mois de mai :

- Pour un service public respectueux de ses principes fondamentaux, efficace et doté de moyens suffisants.
- Pour la défense du statut général des fonctionnaires au service de l'intérêt général.
- Pour des règles de gestion claires et équitables, contre leur déréglementation.
- Pour une amélioration rapide et concrète des conditions de vie au travail.
- Pour une défense et une reconnaissance des qualifications.
- Pour une revalorisation des rémunérations (point d'indice, indemnitaire).

**Défendre le service public, le statut général des fonctionnaires, les missions de la DGFIP, les conditions de travail et la rémunération des agents :
une urgence, une nécessité, notre priorité !**